Constituer un contre-public en marge des médias : négociations, circulations et normativités d'un discours « révolutionnaire » au sein d'une cantine de quartier

*Creating a Counterpublic on the Fringe of the Media: The Circulation of
"Revolutionary" Discourse within a Neighborhood Cafeteria*

Colin Robineau

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/edc/6668>

DOI : 10.4000/edc.6668

ISSN : 2101-0366

Éditeur

Université Lille-3

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2016

Pagination : 131-148

ISBN : 978-2-917562-16-1

ISSN : 1270-6841

Référence électronique

Colin Robineau, « Constituer un contre-public en marge des médias : négociations, circulations et normativités d'un discours « révolutionnaire » au sein d'une cantine de quartier », *Études de communication* [En ligne], 47 | 2016, mis en ligne le 01 décembre 2018, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/edc/6668> ; DOI : 10.4000/edc.6668

Constituer un contre-public en marge
des médias : négociations, circulations
et normativités d'un discours
« révolutionnaire » au sein d'une cantine
de quartier

*Creating a Counterpublic
on the Fringe of the Media:
The Circulation of "Revolutionary"
Discourse within a Neighborhood
Cafeteria*

Colin Robineau

Paris 2 Panthéon-Assas, Laboratoire Carism – IFP
colin.robineau@laposte.net

Résumé / Abstract

Cet article entend interroger, par une approche ethnographique, les processus de négociation au sein d'un lieu atypique : un squat d'activités ouvert par des militants « révolutionnaires » pour construire un espace de solidarités à l'échelle d'un quartier. En marge des médias et des institutions, cette cantine autogérée apporte une pierre empirique à la mosaïque des espaces publics contemporains. Les modalités de la publicité, de l'accessibilité et des interactions entre les militants et les usagers du lieu y sont analysées de manière résolument empirique afin de saisir les normes qui les sous-tendent.

Mots-clés : mobilisation, militantisme, participation, politisation, espace public.

This study uses an ethnographic approach to investigate the processes of negotiation within an atypical sphere: a squat opened by "revolutionary" activists in order to construct neighborhood solidarity. On the fringe of the media and institutions, this self-managed cafeteria contributes to our empirical understanding of the network of contemporary public spaces. Empirical analysis of modes of publicity and of the interactions between militants and users of this site allows us to grasp underlying norms.

Keywords: mobilization, militancy, political participation, politicization, public space.

1. Introduction

En janvier 2013, un collectif d'une vingtaine de militants « révolutionnaires » d'inspiration anarchiste et/ou marxiste occupe un ancien restaurant dans le nord-est parisien pour, à l'échelle locale, « *faire tourner un collectif d'entraide [...] et consolider des solidarités qui existent déjà un peu partout entre exploités* »¹. Plusieurs activités à destination des travailleurs et habitants du quartier organisent la temporalité du lieu : des repas à prix libre le midi, des cours de français gratuits, une permanence pour les sans-papiers, ou encore un ciné-club. Le lieu fonctionne de manière autogérée et les décisions se prennent lors d'une assemblée générale hebdomadaire, d'abord ouverte au public puis, à partir de mai 2013, progressivement réservée aux participants les plus actifs. Rebaptisé *La Cuisine*², ce lieu développe des modes d'organisation propres (l'autogestion) et renoue avec d'autres formes de partage (comme la gratuité ou le troc) en résistance au néolibéralisme. Il s'inspire en ce sens des centres sociaux italiens occupés et autogérés qui, « cultivant la tradition révolutionnaire », sont devenus dans les années 1970 des lieux « d'expérimentations de pratiques politiques pour le moins 'non conventionnelles', mais aussi de valeurs et modes de vie alternatifs légitimés par une critique radicale de la société capitaliste » (Sommier, 1998, 118).

La plupart des militants ont d'ailleurs fréquenté de près ou de loin le « milieu autonome », sorte de microcosme composé de quelques centaines de personnes où des groupes aux sensibilités et aux pratiques politiques différentes se rejoignent sur une critique anticapitaliste, anti-institutionnelle et antiautoritaire. Nous n'avons pas la place ici de dresser un historique de ce mouvement politique mais nous pouvons raisonnablement affirmer qu'il s'inscrit dans le « sous-champ politique radical » que Philippe Gottraux définit comme le « réseau constitué par les groupes, organisations, partis (ou fractions de partis), partageant des référents anticapitalistes et révolutionnaires, se revendiquant du prolétariat et/ou des sujets sociaux dominés et cherchant, enfin, dans une praxis (où se rencontrent réflexion et action) à transformer le monde qui les entoure » (Gottraux, 1997, 12).

Parmi les 21 militants de *La Cuisine* avec lesquels nous nous sommes entretenus, huit sont des femmes et seulement deux ont plus de quarante ans. La majorité provient d'un milieu social relativement aisé qu'on pourrait qualifier de classes moyennes cultivées. La moitié des militants a au moins un de ses

1 Expression tirée d'un tract.

2 Cette appellation fait référence à l'activité principale : les repas du midi réunissent environ 50 couverts par jour. Par commodité, nous la reprendrons pour désigner à la fois le lieu physique mais également les activités et les pratiques qui y ont cours.

parents qui travaillent dans le secteur éducatif ou socioculturel. La plupart ont reçu un héritage politique familial à gauche de l'échiquier politique que ce soit par tradition communiste ou socialiste, par un engagement à l'extrême gauche, ou par la transmission de l'expérience de mai 1968. Les enquêtés ont ainsi largement grandi dans un environnement familial où la culture politique apportait une grille de lecture en termes de classes, bien souvent renforcé par l'existence de grands-parents ouvriers, délimitant par là une frontière entre « Nous » et « Eux »³. Enfin, ils disposent d'un capital culturel important qui conduit une grande partie d'entre eux aux études supérieures, pour beaucoup en sciences sociales. C'est d'ailleurs au lycée ou à l'université qu'ils s'engagent pour la première fois dans un mouvement social – cette première expérience politique étant bien souvent le point de départ de leur militantisme et de leur rencontre avec le milieu autonome.

En mars 2013, au terme d'une longue discussion collective en assemblée générale, les militants acceptent de laisser libre cours à notre enquête. Jusqu'à l'expulsion du squat en août 2014, nous avons ainsi réalisé une ethnographie au sein de *La Cuisine* en intégrant le collectif en question. Pendant un an et demi, nous participions de manière assidue aux assemblées générales et nous nous rendions plusieurs fois par semaine aux diverses activités. Cette approche méthodologique nous a permis d'amasser un matériau dense en combinant à l'observation – directe puis participante au fur et à mesure que notre implication et nos relations avec les militants s'intensifiaient – une trentaine d'entretiens approfondis⁴ ainsi que le recueil des tracts et des affiches émanant du collectif.

Il est par ailleurs important de souligner que ce collectif militant s'est constitué autour d'une (auto)critique du fonctionnement en vase clos du milieu autonome, *La Cuisine* ayant pour objectif de sortir de l'entre soi militant par un renouvellement des pratiques militantes. Ainsi, la tension entre l'affirmation d'une identité politique et la volonté d'ouverture à une multiplicité d'acteurs qui ne partagent pas (forcément) leur idéologie oriente en grande partie les pratiques des militants sur le mode de la négociation, c'est-à-dire « les processus de donnant-donnant, de diplomatie, de marchandage [qui caractérisent] la vie d'une organisation » (Strauss, 1991, 88).

Autant pour les militants que pour le chercheur en sciences sociales, cet « espace public local » (Favre, 1999) est donc un laboratoire. Un laboratoire politique pour les militants : Que faire de l'idée révolutionnaire quand la situation ne l'est pas ? Un laboratoire sociologique pour le chercheur : Comment

3 Sur ce point, voir Richard Hoggart, *La culture du pauvre* (Hoggart, 1970).

4 De la même façon, plus l'enquête avançait, plus les entretiens prenaient la forme de récits de vie (Bertaux, 2010 [1997]). Un des critères qui permet d'objectiver cette évolution est l'accroissement de la durée des entretiens (autour d'1h30 pour les premiers et environ 4-5h pour les derniers – l'un d'eux allant même jusqu'à douze heures).

les militants composent-ils avec des individus socialement hétérogènes⁵ qui participent à la vie du lieu et comment ces derniers peuvent-ils (ou non) y accéder ? Dans quelle mesure s'y prennent-ils pour constituer un environnement propice au déploiement et à la légitimation d'un discours révolutionnaire ? En clair, comment construire un « contre-public subalterne » (Fraser, 2001) sans se couper du monde « extra-militant » ?

Dans un premier temps, on s'attachera à saisir la spécificité des stratégies de publicisation des militants et des modalités d'accès à l'espace de *La Cuisine*. Un deuxième temps sera consacré aux processus de négociation, dans leurs composantes discursives et normatives, avec les usagers du lieu selon deux contextes distincts : celui de la scène (l'ensemble des activités) et celui des coulisses (plus spécifiquement, les assemblées générales).

2.

Ethnographier un espace public local : publicité et inclusivité à l'épreuve du terrain

Si le travail ethnographique d'un espace public a au moins un mérite, c'est bien d'appréhender ce dernier comme une forme d'expérimentation concrète (ce que les gens font) et non comme un idéal vers lequel la société doit tendre (ce que les gens devraient faire). Dans cet article, nous souhaitons ainsi partir de notre matériau empirique pour interroger, à l'aune de *La Cuisine* et, de fait, de manière sommaire, certaines conceptions classiques de l'espace public⁶. En effet, *La Cuisine* a ceci de particulier que c'est le lieu lui-même qui fait figure de *medium* : il constitue l'espace à la fois physique et symbolique où, d'une part, des acteurs critiques discutent d'enjeux et de problèmes relatifs à l'ordre social et où, d'autre part, des possibles différents sont donnés à voir et à penser. Dans la mesure où *La Cuisine* est un lieu clos, délimitable spatialement et matériellement, cet espace nous invite tout d'abord à porter une attention particulière aux processus de *distanciation* et de *publicisation* qui lui sont propres.

5 Nous avons pu observer une grande diversité sociale parmi les usagers de *La Cuisine*, tant du point de vue des capitaux culturel et économique (au regard du nombre important de « désaffiliés sociaux » (Castel, 1995) qui viennent y manger) qu'en termes de disparités générationnelles (de nombreux retraités sont impliqués dans les activités), « raciales » (plusieurs migrants africains fréquentent le lieu) et de genre (on y trouve presque autant de femmes que d'hommes).

6 Si nous faisons surtout référence ici à la sphère publique bourgeoise habermassienne (Habermas, 1997), il nous semble que le cas de *La Cuisine* ici présenté pourrait permettre de discuter d'autres modèles, comme par exemple celui d'Arendt, rattaché à la *polis* grecque et à la question de l'apparence (Arendt, 1994).

2.1. La Cuisine entre publicisation locale et mise à distance des médias

La publicisation de l'action de *La Cuisine* est étroitement liée au public que les militants cherchent à atteindre et au sens politique de leur action. D'abord, en voulant construire à l'échelle locale un espace de « solidarité de classe », pour reprendre l'expression des militants, le public visé se trouve délimité à la fois spatialement (le quartier) et socio-économiquement⁷. Ensuite, les activités de *La Cuisine* sont motivées par une ouverture à un public profane qui, dans une logique d'entraide, peut tout aussi bien en « bénéficié » que participer à leur mise en place. Un nombre considérable d'habitants du quartier s'est d'ailleurs impliqué dans diverses activités de *La Cuisine*, que ce soit comme « profs » de français, « cuisiniers » le midi ou organisateurs du cinéclub. Par là, le collectif cherche à reproduire le moins possible l'entre soi militant duquel il souhaite sortir. Les militants ont alors une double stratégie de mise à distance, d'une part, vis-à-vis des réseaux militants dont ils souhaitent se détacher, d'autre part, à l'égard des médias nationaux. Quelques mois après l'ouverture du lieu, une discussion s'engage à propos des médias en assemblée générale et aboutit à cette décision :

Suite notamment à l'article paru dans l'imMonde Magazine mais aussi le passage de militants de CQFD, la question d'adopter une attitude décidée collectivement face aux médias se pose. Pour ce qui est de la presse nationale bourgeoise nous actons qu'il n'y a aucun intérêt à parler de *La Cuisine* avec eux puisque nous voulons ancrer le lieu dans le quartier et non qu'il devienne un lieu centralisateur ; sans même parler de ce qu'on peut penser de la presse et qui ne nous donne aucune envie de faire quoi que ce soit avec eux. En revanche, il est décidé que, s'il s'agit de presse militante ou que l'article relève d'une contribution au débat sur les pratiques de lutte et que l'article serait élaboré avec nous et ne serait publié qu'avec notre accord, alors une commission serait chargée de produire le texte et le faire acter par l'assemblée⁸.

L'exposition publique et médiatique et l'accès à « l'espace public national » (Favre, 1999) apparaissent alors comme néfaste à l'action et nullement comme une condition de possibilité à la légitimation de leur discours et de leurs pratiques. Les médias de masse, ici qualifiés de « *presse nationale bourgeoise* », ne constituent pas seulement pour eux un ennemi symbolique. Ils présentent des risques de dépossession et de transformation d'une parole collective et

7 Si les militants emploient bien souvent le terme de « classe » dans un sens marxiste, ils s'inscrivent dans sa définition extensive qui ne se limite pas aux seuls ouvriers. « *Je suis un prolétaire si je suis un travailleur qui ne possède rien d'autre à vendre que sa force de travail* », me dit l'un d'eux en entretien. Et un autre de qualifier ainsi la bourgeoisie : « *Pour moi un bourgeois c'est quelqu'un qui est du côté des exploités, c'est-à-dire qui extrait de la plus-value de la force de travail des travailleurs* ».

8 Compte rendu de l'AG du 1^{er} mars 2013.

ne sauraient être un terrain propice au déploiement de leur discours politique⁹. Quant à la presse militante, des verrous de sécurité, notamment par la création d'une commission et l'exigence d'avaliser un article avant publication, sont chargés de protéger un discours commun sur *La Cuisine*. Enfin, l'usage limité des réseaux activistes sur Internet rend compte de leur résolution à ne pas reproduire un nouvel espace intra-militant.

Est-ce à dire que les militants souhaitent rendre leur action invisible ou méconnue¹⁰ ? La question de la publicité recouvre, pour eux, au moins deux enjeux stratégiques : Auprès de qui doit-on rendre l'action et le discours publics ? Dans, et sous, quelles conditions ? S'il s'agit de maintenir le lieu à l'écart des espaces publics médiatique, politique et institutionnel, ils s'emploient, d'un autre côté, à publiciser localement son existence par des distributions de tracts et des collages d'affiches très réguliers. La recherche de publicisation n'est donc pas absente mais elle est ciblée (localement) et autoréalisée discursivement (sans avoir à s'en remettre à un tiers). Les stratégies de publicisation du collectif sont ainsi sous-tendues par des jeux d'échelles (locale contre nationale), leur positionnement idéologique (contre l'espace public dit « bourgeois ») et la conservation d'une maîtrise sur leur propre discours – i.e. sur l'environnement qu'ils s'efforcent de construire pratiquement et symboliquement.

Ce constat empirique interroge un présupposé commun à la science politique et à certaines conceptions de l'espace public : l'idée selon laquelle un public (protestataire) se constitue lorsqu'il a pour objectif de publiciser un ou des problèmes spécifiques afin que ceux-ci soient pris en compte par les institutions. Or, cette forme de stato-centrisme tend à exclure de l'analyse des acteurs qui ne reconnaissent pas l'Etat comme pouvoir légitime et, par conséquent, ne lui adressent ni demande, ni revendication. Nous rejoignons ici la critique de Cécile Péchu sur la tendance de la science politique à envisager la contestation comme s'appuyant mécaniquement sur le principe de revendication et, par là, à appréhender les mouvements sociaux en tant qu'ils visent à influencer l'action de l'Etat (Péchu, 2007). L'expérience de *La Cuisine* montre, au contraire, que l'accès aux institutions et aux médias nationaux n'est pas une condition nécessaire à l'existence politique ; une (trop) grande publicité pouvant même constituer une contrainte à l'action.

9 L'article du *Monde* auquel il est fait référence dans le compte-rendu est significatif. Loin de se réjouir que l'on parle de *La Cuisine* dans ce quotidien, les militants fustigeront la tonalité « paternaliste » et « exotique » de l'article.

10 Sur les questions de visibilité et d'invisibilité, voir, entre autres, Voirol (2005) et Aubert et Haroche (2011).

2.2. Une accessibilité (dé)limitée par des principes politiques

De même que la publicité, dont les militants font un usage marginal à l'écart de l'espace public dominant, l'inclusivité de tous, érigée comme principe constitutif de l'espace public habermassien, apparaît difficilement applicable à l'espace de *La Cuisine*. Bien que les militants soient motivés par l'ouverture publique du lieu, les processus d'inclusion et d'exclusion observés délimitent les contours des discours, des individus et des groupes sociaux susceptibles d'y prendre une place légitime.

Sortir de l'entre soi militant suppose, de la part des membres du collectif, une réflexivité sur des pratiques et des habitudes qu'ils ont intériorisées au cours de leur socialisation au sein du milieu autonome : « *On essaye de se détacher de l'identité militante pour n'en garder que le contenu. C'est comme essayer d'enlever sa propre peau si tu veux. Du coup c'est un exercice très difficile, très intéressant parce qu'on a encore du mal à politiser sans l'identitaire* ». Ce propos recueilli en entretien met ainsi au jour le point de tension au cœur de l'espace de *La Cuisine* entre l'exigence de *fidélité* à une idéologie et la *plasticité* dont les militants doivent faire preuve dans les interactions – la négociation – avec les usagers du lieu. A travers deux situations tirées de notre matériau ethnographique, nous pouvons déjà entrevoir la manière dont les frontières du public se dessinent, et par là les modalités d'accès à *La Cuisine*.

Peu après l'ouverture du lieu, plusieurs pigistes d'un célèbre site d'information en ligne, dont les locaux sont situés à quelques mètres de *La Cuisine*, prennent pour habitude d'y manger le midi. Les militants accueillent, certes sans grand enthousiasme, ces journalistes dont la présence ne met pas l'activité pratique et symbolique du lieu en péril. En revanche, lorsque le fondateur et rédacteur en chef du journal pousse un jour la porte pour déjeuner avec eux, un des militants lui fait comprendre que les salariés sont évidemment acceptés mais que, en ce qui le concerne, sa présence à *La Cuisine* n'est pas souhaitable. Le rédacteur quitte alors le lieu sans avoir eu le temps d'y manger.

En mai 2014, un usager habitué de *La Cuisine* a tenu des propos sexistes pendant les repas en insistant sur le physique de plusieurs femmes présentes. Une militante l'interpelle, ils ont une vive discussion qui rapidement tourne au conflit. Il est alors décidé de son exclusion au terme d'un long débat en assemblée générale. Quelques jours après, un texte en gros caractère est affiché sur le mur faisant face à l'entrée du lieu : « *Ni potiches, ni boniches. Ni mamans, ni putains. Les femmes sont libres de ne pas accepter la drague, les blagues salaces, les commentaires sur leur tenue ou leur corps, les comportements machos. Leur parole vaut autant que celle d'un homme. Femme, si embrouille il y a, soutenue tu seras !* ».

Ces deux anecdotes illustrent la manière dont les militants contribuent à définir les limites normatives de ce qui est acceptable au sein du lieu et, par là, à tracer les frontières des usagers légitimes. En rentrant dans *La Cuisine*, une

petite affiche attire l'attention et commence par « *Ici ce n'est pas un restaurant* ». Cette phrase marque une volonté de rupture avec un restaurant commercial qui fonctionne sur un mode capitaliste. Elle suggère un positionnement politique qu'une deuxième affiche vient renforcer par quelques principes sommaires : « *Nous avons occupé ce lieu parce qu'à plusieurs on est plus forts pour affronter nos galères, nos problèmes d'argent et nos difficultés face aux institutions et aux patrons. Nous ne pensons pas qu'un monde meilleur soit possible à l'intérieur du capitalisme. Nous ne voulons ni compenser les faiblesses de l'Etat ni créer une bulle alternative à l'intérieur de ce système. Ce lieu doit permettre de consolider des solidarités qui existent déjà un peu partout entre exploités* ».

La Cuisine se présente donc moins comme une utopie concrète que comme un moyen de lutter contre le monde tel qu'il est. Le repas est soutenu par une idéologie politique qui suppose la constitution d'un *Nous* (les exploités) et d'un *Eux* (les exploitants). Comme nous le voyons dans le premier exemple, cette opposition d'orientation marxiste n'est pas seulement une figure symbolique. Par l'exclusion d'un rédacteur en chef en raison de son appartenance à la classe dominante – laquelle ne se réduit pas, en l'occurrence, au patronat –, elle s'opère dans les interactions entre les militants et les usagers. Si le deuxième exemple rend également compte des limites de la négociation avec les usagers, l'exclusion n'est pas dans ce cas relative à une classe sociale particulière mais aux discours tenus par un individu dans l'espace de *La Cuisine*. La décision prise collectivement en assemblée générale (ré)affirme ainsi une identité politique – un positionnement féministe – que l'imposante affiche, rédigée suite à cet événement, publicise au sein de *La Cuisine*.

Les modalités d'accès à *La Cuisine* sont donc sous-tendues par des principes fondamentaux (anticapitaliste, antiraciste, antisexiste) qui bornent en partie la circulation des discours et des groupes sociaux dans cet espace. Tout se passe comme si les pratiques, des plus anecdotiques au plus structurantes, participaient à la production d'un ordre politico-symbolique. Les militants travaillent ainsi à ce que les activités de *La Cuisine* ne reproduisent pas l'ordre social. D'une part, la gratuité et le dispositif du prix libre réduisent considérablement les inégalités matérielles au sein de cet espace. D'autre part, nous avons pu observer que, par une forme d'inversion symbolique, moins un individu est doté en capital économique, plus il est susceptible d'être reconnu comme légitime et plus les militants, orientés par l'idéologie marxiste, semblent attentifs à son intégration. Or, la préservation de cet ordre symbolique implique d'écarter ce qui est susceptible de fortement le troubler ou d'entacher ses principes fondamentaux. Dans ces cas de figure, apparaissent alors les limites de l'inclusivité et, par là même, des processus de négociation.

3.

De la scène aux coulisses : quand les cadres socio-discursifs se transforment

Si les militants s'efforcent de tenir *La Cuisine* à l'écart de la médiatisation, le déploiement de discours critiques et de pratiques alternatives s'effectue pour l'essentiel à l'intérieur du lieu et s'opère de manière différenciée dans deux espaces distincts : celui des activités et celui des Assemblées Générales (AG).

3.1. Une représentation sans costume militant : ouvrir la scène à un public profane

La distinction goffmanienne entre la scène et les coulisses fonctionne ici parfaitement pour interroger les cadres socio-discursifs, les opérations de dévoilement et de dissimulation, et le travail de légitimation à l'œuvre dans ces deux espaces. En s'attachant aux rites d'interaction et aux processus de négociation, la piste de l'interactionnisme symbolique permet de saisir ce qui se joue dans différentes situations et contextes sociaux en mettant l'accent sur les échanges entre les acteurs. Sur scène, c'est-à-dire le lieu même de *La Cuisine* ouvert au public, les militants doivent composer avec un risque permanent, ce que Goffman appelle les « informations destructives ». Ils doivent ainsi éviter qu'apparaissent aux yeux du public des faits susceptibles d'altérer la bonne marche de la représentation, ou bien d'en révéler un sens caché (Goffman, 1973). En entretien, un des militants donne un exemple significatif de dissimulation relatif au vocable mobilisé dans les tracts et les affiches : « *On veut rameuter des gens pour discuter et échanger, et il y a des mots, si tu les emploies directement, ça va fermer des portes. Il y a des tas de gens, s'ils voient 'révolutionnaire' dans un tract, ils le foutent à la poubelle direct. Il y a des mots qu'on s'attache à ne pas employer, comme 'prolétaire'. C'est dommage parce qu'il a un vrai sens* ».

Sur scène, les militants adaptent leur langage et leurs discours à un public qui n'y est pas *a priori* réceptif. Parfois, des plaisanteries politiques se glissent dans le menu du repas affiché à l'entrée. On peut par exemple y lire, le 21 mai 2013 : « *Plat – poulet van der Lubbe¹¹ et Dessert – pommes Reichstag* ». Toutefois, hormis de rares exemples de ce type, les textes rédigés par le collectif et les quelques revues militantes en accès libre sur le comptoir, le décor scénique reste relativement débarrassé de marqueurs idéologiques afin de renforcer son caractère public et son accessibilité : « *On a tout fait pour que les codifications ne soient pas trop là. Il n'y a pas d'affiches d'émeutes, il n'y a pas de conneries* », nous précisait un autre militant.

11 Marinus van der Lubbe, communiste conseiller, est l'incendiaire présumé du Reichstag dans la nuit du 27 au 28 février 1933.

Enfin, les militants cherchent à dissimuler ou à renverser le stigmate (Goffman, 1975) associé aux squatteurs et aux anarchistes. Une affiche datant de septembre 2013 procède explicitement à un renversement du stigmate en se terminant ainsi : « *Nous n'avons aucun scrupule à squatter ce lieu dans la mesure où il appartient à un groupe immobilier qui participe à la spéculation chassant les plus pauvres du centre* ». Les modalités énonciatives produisent un rapport d'altérité et servent à dénoncer les logiques néolibérales relatives à la propriété, légitimant par là l'acte d'occupation. Par ailleurs, dès l'ouverture du lieu, ils décident de ne pas ouvrir le soir et de servir le moins possible d'alcool afin de se prémunir de débordements susceptibles de compromettre leurs relations avec le voisinage. Sur scène, l'édulcoration idéologique, comme les stratégies relatives au stigmate, fonctionnent alors comme une condition à l'accueil d'un public non-militant. Si l'idéologie fait figure en quelque sorte de secret stratégique, celui-ci, loin d'être inviolable, se révèle au grand jour lors des assemblées générales.

3.2. L'AG : un rituel politique réservé aux initiés ?

Les AG hebdomadaires forment, sur le mode autogestionnaire, le contexte de gouvernance dans et par lequel les acteurs délibèrent, organisent et décident de l'activité de *La Cuisine*. Elles constituent en ce sens les coulisses de la représentation. Les décisions qui s'y prennent – tout particulièrement le refus ou l'acceptation d'organiser un repas de soutien à tel ou tel collectif auquel reviendront les bénéfices de la journée – tracent une ligne de démarcation entre les groupes qualifiés de « camarades » et les adversaires, notamment les « réformistes » ou « sociaux-démocrates ». D'autres questions sont discutées et/ou tranchées et peuvent relever de la préservation de l'ordre symbolique du lieu, de conflits internes ou externes, ou bien de la stratégie de défense face à l'expulsion potentielle du squat.

Pour autant, l'AG n'est pas un simple outil technico-fonctionnel. Elle recouvre bien des aspects du « rituel politique » (Abélès, 2005) dont la composante *communicationnelle* fait partie intégrante : « *Ça fait du bien de sortir après parce que la réunion était vraiment longue. En même temps, il y avait plein de choses à voir et je pense que ça va être de plus en plus lourd. D'autant plus qu'on fonctionne de manière un peu puriste. Pas de vote, tout au consensus* »¹². L'adjectif « puriste » pour désigner le *modus operandi* de la discussion et de la prise de décision, donne ainsi un caractère sacré au respect d'une tradition politique. Les normes discursives se trouvent alors considérablement transformées en AG et participent à renforcer « l'esprit de corps » du collectif. Tempéré sur scène, le langage militant se manifeste largement en coulisses, à la fois dans la substance idéologique et dans la forme de la discussion (par l'usage d'un jargon politique et les modalités de distribution et de prise de parole).

12 Echange informel avec un militant en sortant d'une AG en février 2014.

Par conséquent, cet espace qu'est l'AG est rendu difficile à des non-initiés. La participation aux AG requiert des savoir-faire et des savoir-être militants, tout au moins des dispositions, qui apparaissent comme les conditions de possibilités à la reconnaissance symbolique d'un individu. C'est pourtant là que le collectif développe avec force une critique du monde social (ce qui suppose un processus de *dénaturalisation* des structures qui l'organisent et le divisent) et affiche des idées révolutionnaires¹³. C'est également le contexte de l'AG – l'espace paradoxalement le moins « public » (au sens d'ouvert) de *La Cuisine*¹⁴ – qui se rapprocherait le plus de l'idéal-type habermassien. A l'instar des bourgeois chez Habermas, les militants sont ici des personnes privées qui se constituent en public pour discuter de leurs intérêts en faisant usage de la raison et en étant animés par la recherche du consensus. Si les coulisses ne sont pas formellement fermées au public, elles comportent des barrières symboliques et pratiques que peu de profanes ont franchies. Premièrement, la mobilisation de ressources militantes linguistiques¹⁵ confère une légitimité aux individus et aux discours. Cet effet d'imposition de légitimité est d'autant plus grand que la situation, l'AG, est officielle. Or, les non-initiés ne disposent pas, ou très peu, de cette compétence légitime, de cette « capacité statutairement reconnue à une personne autorisée, une 'autorité', d'employer dans les situations officielles la langue légitime, c'est-à-dire officielle ; langue autorisée qui fait autorité » (Bourdieu, 1982, 64). Deuxièmement, la maîtrise de la forme de l'AG, le respect des règles qui la régissent, résultent d'un apprentissage dans le temps qui, *in fine*, s'apparente à un *sens pratique* spécifique. Ces inégalités de compétences et de ressources, la capacité à identifier ce qu'on peut faire ou ne pas faire selon des normes implicites, génèrent des inégalités de maîtrise et de participation au débat et renvoient à la distinction opérée par Lilian Mathieu entre les « virtuoses » et les « novices » de l'action collective (Mathieu, 2012).

13 On observe notamment une distanciation constante à l'égard du champ politique non seulement dans les discours – militer c'est vivre pour la politique alors que les « *politicards* » vivent de la politique – mais aussi dans les processus de décision qui, contrairement aux démocraties représentatives, ne relèvent ni de la délégation ni de l'élection.

14 Cette apparente contradiction n'est d'ailleurs pas si paradoxale au regard des lectures critiques de *L'espace public* (Habermas, 1997). En effet, la discussion décrite par Habermas est moins orientée vers l'intérêt général que vers l'intérêt d'un groupe. A ce sujet, voir notamment : Calhoun (1992), Fraser (2001), Negt (2007).

15 On pense à de nombreux termes indigènes comme « soc-dem » (pour sociaux-démocrates), « totos » (pour les militants autonomes), « faf » (acronyme de « France aux Français » pour désigner les militants d'extrême droite) mais aussi à la mention d'expériences communes de mobilisation et à un humour propre à un milieu particulier qui fonctionne sur le registre de « l'autoréférence » (Mathieu, 2012).

3.3. Un ordre socio-discursif non-négociable ?

Néanmoins, parmi les novices, quelques personnes actives dans les ateliers (préparation du repas, cours de français, organisation du cinéclub) participent aux assemblées générales et accèdent aux coulisses de *La Cuisine*. Plusieurs situations de quiproquos, de malentendus et de rappels à l'ordre mettent au jour les limites de la négociation des militants quant au rituel politique que représente l'AG. La situation la plus récurrente relève des règles relatives à la circulation de la parole¹⁶ que les militants ne manquent pas de rappeler lorsque quelqu'un y déroge. Les rappels à l'ordre adressés aux novices sont plus ou moins compréhensifs selon le nombre d'AG auquel la personne concernée a déjà participé. En mai 2014, un non-initié présent aux AG depuis plusieurs mois, suscite par exemple une vive réaction d'une militante en troublant l'ordre de la réunion : « *Tu lui as coupé la parole et tu ne t'en es même pas rendu compte. C'est ça le pire !* », lui fait remarquer cette dernière.

Par ailleurs, des maladresses discursives rendent compte du décalage avec les militants, tant du point de vue sémantique qu'au niveau des « cadres » (Goffman, 1991) par lesquels ils appréhendent la situation. En février 2014, quatre participants non-militants très actifs dans diverses activités émettent l'idée de réaliser un livre d'or de *La Cuisine* en recueillant les témoignages de nombreux usagers. La proposition acceptée, ils s'attèlent donc à cette tâche. Un mois plus tard, l'un d'eux, Stéphane, présente l'avancée du travail en AG¹⁷.

Plusieurs portraits et témoignages tournent autour de la table et donnent lieu à de nombreuses remarques. François engage le débat :

FRANÇOIS : Bon déjà, je pense qu'on peut rayer les mentions genre « *Prof de français* », « *Membre du collectif* », « *Usager* » etc. en dessous des photos.

MARTIN : Je pense qu'il faut parler aussi du contenu parce que là, j'ai lu deux phrases et, je ne veux pas être désagréable, mais il y a des choses qui me dérangent énormément ! Je suis sur le portrait de Vincent qui est présenté comme un « *globe-trotter* », un « *sculpteur* » et « *photographe* » et... un « *citoyen du monde* ».

LÉO : Télérama quoi...

PAUL : Il y a ça mais même dans l'interview il y a des choses vraiment... À un moment il a un discours limite sur le racisme anti-blanc qu'il a vécu au Zimbabwe qui est super dangereux.

FRANÇOIS : Ouais et puis quand il dit que les Français ne voyagent pas assez, moi ça me sort par les yeux quoi. Désolé si des gens n'ont pas la thune !

16 Ne pas interrompre un énonciateur, respecter le tour de parole, etc.

17 L'extrait retranscrit ci-dessous est tiré de notre journal ethnographique.

BORIS : Il dit aussi « *Je crois en l'individu, pas dans le collectif* ».

STÉPHANE : Il ne parle pas du collectif de *La Cuisine* hein, mais au sens général.

BORIS : Oui j'ai bien compris, justement c'est pire.

Ce bref exemple n'illustre pas seulement les écarts sémantiques avec les prescriptions langagières des coulisses. Il atteste de la distance normative – normes discursives qui elles-mêmes témoignent de représentations du monde différentes – entre les militants et les non-initiés et rend ainsi intelligibles des « imaginaires socio-discursifs » (Charaudeau, 2005) distincts et parfois difficilement conciliables. Le décalage porte également sur le sens que les acteurs attribuent à l'action de *La Cuisine*. Stéphane nous confiait en entretien que son engagement à *La Cuisine* s'inscrivait dans la lignée de sa conversion catholique récente : « *Ça correspond tout à fait à la démarche dans laquelle je suis depuis ma conversion il y a trois ans, notamment dans le rapport à soi et aux autres* ».

Au regard du point d'honneur que les militants mettent à se distinguer de la charité en insistant sur la « *solidarité de classe* », la signification subjective conférée à *La Cuisine* peut s'avérer très éloignée de celle portée par les idées révolutionnaires des fondateurs. Ces décalages révèlent à la fois les apports et les limites de la négociation quand, en coulisses, la culture langagière et politique est dévoilée à des novices habitués, sur scène, aux discours de façade¹⁸.

4.

Conclusion

La préservation de *La Cuisine* aux marges de l'espace public national implique des stratégies de mise à distance qui, loin de contraindre l'action militante, apparaissent comme une condition nécessaire à son déploiement. En effet, cet espace public local est avant tout un espace physique utilisé à la fois comme lieu de débat, d'organisation et d'action politique. De ce point de vue, *La Cuisine* permet l'existence d'un groupe qui se constitue par des intérêts communs, sans et contre des adversaires. Puisqu'elle n'a pas vocation à porter une parole universelle visant l'intérêt général, ni à influencer l'action de l'Etat, elle fait plutôt figure de « contre-espace public » (Fraser, 2001) ou d'« espace public oppositionnel » (Negt, 2007) fondé sur l'expérience vivante. L'activité délibérative, cristallisée dans les AG hebdomadaires, est certes orientée vers la recherche du consensus mais elle n'est pas exempte d'une culture agonistique propre à ce milieu militant. C'est précisément dans ce contexte de l'AG que la tension entre la fidélité à des valeurs, des normes

18 Contrairement à ce que pourrait laisser entendre cette expression goffmanienne, les individus ne sont pas cyniques mais cherchent plutôt à « tenir leur rôle » dans un contexte social particulier.

et des rites politiques et la plasticité – que l’ouverture à des « novices » requiert – est la plus palpable.

Cette tension donne lieu à une « gymnastique » militante qui génère, selon les contextes, des cadres normatifs, des rites d’interaction et des registres discursifs distincts, susceptibles de produire des effets d’exclusion et des malentendus. Nous avons délibérément axé notre réflexion sur la négociation militante (et ses limites) au sein de *La Cuisine* car c’est bien le lieu lui-même qui sert de support pour instituer *autre chose* dans les représentations des participants. Dans la mosaïque des espaces publics contemporains, ce fragment empirique invite ainsi à porter le regard sur ce qu’il se passe à l’ombre des projecteurs médiatiques et des institutions. *La Cuisine*, dans le rapport ambivalent qu’elle entretient aux normes et à l’ordre social, rend compte du travail permanent de *l’institué* par *l’instituant* (Castoriadis, 1999) et montre que l’espace public est avant tout un chantier problématique plutôt qu’un concept figé.

Bibliographie

Aubert N. et Haroche C. (dirs.), (2011). *Les tyrannies de la visibilité*, Toulouse, Érès.

Abélès M. (1990). *Anthropologie de l'État*, Paris, Armand Colin.

Arendt H. (1994 [1961]). *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy.

Bertaux D. (2010 [1997]). *L'enquête et ses méthodes. Le récit de vie*, Paris, Armand Colin.

Bourdieu P. (1982). *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard.

Bourdieu P. (1987). *Choses dites*, Paris, Minuit.

Calhoun C. J. (1992). *Habermas and the Public Sphere*, Cambridge, MIT Press.

Castel R. (1999). *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Folio.

Castoriadis C. (1999). *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Le Seuil.

Charaudeau P. (2005). *Le discours politique. Les masques du pouvoir*, Paris, Vuibert.

Favre P. (1999). « Les manifestations de rue entre espace privé et espaces publics ». In François B. et Neveu E. (dirs.), *Espaces publics mosaïques : Acteurs, arènes et rhéto-*

riques, des débats publics contemporains, Rennes, PUR, p. 135-152.

François B. et Neveu E. (dirs.), (1999). *Espaces publics mosaïques : acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, Rennes, PUR.

Fraser N. (2001 [1990]). « Repenser la sphère publique : une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement ». In *Hermès*, n° 31, p.125-156.

Fraser N. (2012). *Le féminisme en mouvements. Des années 1960 à l'ère néolibérale*, Paris, La Découverte.

Goffman E. (1973). *La Mise en scène de la vie quotidienne (I) La Présentation de soi*, Paris, Minuit.

Goffman E. (1975). *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit.

Goffman E. (1991). *Les cadres de l'expérience*, Paris, Minuit.

Gottraux P. (2002). *Socialisme ou Barbarie. Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Payot.

Habermas J. (1997 [1962]). *L'espace public*, Paris, Payot.

Hoggart R. (1970). *La culture du pauvre. Etude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Minuit.

Joseph I. (2002). *Erving Goffman et la microsociologie*, Paris, PUF.

Mathieu L. (2012). *L'espace des mouvements sociaux*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant.

Negt O. (2007). *L'espace public oppositionnel*, Paris, Payot.

Péchu C. (2007). « 'Laissez parler les objets !' De l'objet des mouvements sociaux aux mouvements sociaux comme objets ». In Favre P., Fillieule O. et Jobard F. (dirs.), *L'atelier du politiste*, Paris, La Découverte, p.59-78.

Sommier I. (1998). « Un espace politique non homologué : les Centres Sociaux Occupés et Autogérés en Italie ». In CURAPP (dir.), *La politique ailleurs*, Paris, PUF, p.117-129.

Strauss A. (1991). *La trame de la négociation. Sociologie qualitative et interactionnisme*, Paris, L'Harmattan.

Voirol O. (2005). « Présentation. Visibilité et invisibilité : une introduction ». In *Réseaux*, n°129-130, p.9-36.